

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée Nationale	Bulletin Officiel Ann. march. publ. Registre du Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie	8 Dinars	14 Dinars	24 Dinars	20 Dinars	15 Dinars	Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolier ALGER Tél. : 66-81-49, 66-80-96 C.C.P. 3.200-50 - ALGER
Etranger	12 Dinars	20 Dinars	35 Dinars	25 Dinars	20 Dinars	

Le numéro 0,25 Dinar — Numéro des années antérieures : 0,30 Dinar Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés Prière de fournir les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 Dinar Tarif des insertions : 2,50 Dinars la ligne

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

VICE-PRESIDENCE DU CONSEIL Ministère de la défense nationale

Arrêté du 18 février 1964 portant organisation interne et fixant les attributions de la direction des services financiers du ministère de la défense nationale, p. 642.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 14 avril 1964 portant mutation d'un magistrat, p. 642.

Arrêté du 18 avril 1964 portant mouvement dans le personnel des greffiers de chambre (rectificatif), p. 642

Arrêté du 15 mai 1964 portant nomination d'un commis-greffier, p. 643.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés des 23 et 25 mars 1964 portant nomination à l'emploi d'agent de bureau dactylographe, p. 643.

Arrêtés du 20 avril 1964 portant nomination ou radiation de secrétaires d'administration, p. 643.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêtés du 16 avril 1964 portant désignation d'une commission administrative provisoire de gestion de la caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Aïn Témouchent, p. 643.

Décision du 14 mai 1964 portant nomination de membres de la chambre d'agriculture de Mostaganem, p. 644.

MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE

Arrêté interministériel du 29 avril 1964 portant transfert d'emplois du ministère de l'orientation nationale au ministère de l'agriculture, p. 644.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté interministériel du 28 avril 1964 portant classement et échelonnement indiciaire des grades et emplois de certains personnels des services médicaux et para-médicaux des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ou des divers services dépendant de l'Etat ou des collectivités locales, p. 645.

Arrêtés du 20 avril 1964 portant création, suppression ou fixant la consistance territoriale de circonscriptions d'assistance médico-sociale, p. 646.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêtés des 5 décembre 1963, 7 janvier, 16, 28, 30 mars et 8 avril 1964 relatifs à la situation d'adjoints et de secrétaires techniques des ponts et chaussées, p. 647.

Arrêté du 13 mai 1964 fixant les zones d'interdiction de l'usage des filets trainants de la première série, p. 648.

Décision du 24 février 1964 portant nomination d'un assistant technique du contrôle routier, p. 648.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 27 mars 1964 abrogeant l'arrêté du 6 août 1963 portant délégation dans les fonctions d'assistant social à la direction centrale des affaires générales, p. 649.

Arrêté du 6 mai 1964 portant abrogation de l'arrêté du 2 avril 1963 portant délégation dans les fonctions de chef de centre, p. 649.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Marchés. — Appels d'offres, p. 649.

— Mise en demeure d'entrepreneurs, p. 651.

Emprunt algérien 3/½ % 1952, p. 651.

S.N.C.F.A. — Avis d'homologation de propositions, p. 652.

ANNONCES

Associations. — Déclarations, p. 652.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

VICE-PRESIDENCE DU CONSEIL MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté du 18 février 1964 portant organisation interne et fixant les attributions de la direction des services financiers du ministère de la défense nationale.

Le Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale,

Vu le décret n° 63-373 du 18 septembre 1963 portant désignation de membres du Gouvernement,

Arrête :

Article 1^{er} — La direction des services financiers du ministère de la défense nationale, placée sous l'autorité d'un directeur secondé d'un contrôleur général, comprend trois sous-directions :

- La sous-direction des services gestionnaires.
- La sous-direction de la comptabilité générale.
- La sous-direction des contrôles.

A — La sous-direction des services gestionnaires comprend trois bureaux :

- Le premier bureau ou bureau du budget.
- Le deuxième bureau ou bureau du matériel.
- Le troisième bureau ou bureau des études.

Le premier bureau ou bureau du budget est chargé :

- de la préparation du budget du ministère de la défense nationale dont il contrôle, par ailleurs, l'exécution,
- de la centralisation et de l'étude de tous les documents relatifs à ce budget,
- de la tenue de la comptabilité des dépenses engagées,
- de la répartition des crédits, figurant aux chapitres du budget, par articles entre les différents services,
- du virement des crédits, de chapitre à chapitre, après autorisation réglementaire,
- de l'examen et du visa de tous les projets de textes ou de décisions ayant une incidence financière,
- des relations avec le ministère de l'économie nationale et, le cas échéant, avec la commission des finances de l'Assemblée nationale, pour toutes les questions relatives au budget.

Le deuxième bureau ou bureau du matériel est chargé :

- de la centralisation des questions de matériel intéressant le ministère,
- de la coordination des opérations de gestion effectuées par les différents services,
- de l'élaboration de la réglementation propre au ministère de la défense nationale en matière de marchés, et du contrôle de l'application de cette réglementation,
- de la réalisation et de la comptabilisation des opérations avec l'étranger.

Le troisième bureau ou bureau des études est chargé :

- de la centralisation de l'exploitation de toutes les données statistiques émanant, soit des différents services du ministère, soit du service des statistiques rattaché à la direction du plan,
- de l'élaboration et de l'examen de tous les projets relatifs au programme d'équipement du ministère de la défense nationale,
- de la réalisation de toutes études ou recherches opérationnelles en vue d'augmenter la productivité des différents services de gestion.

B — La sous-direction de la comptabilité générale comporte deux bureaux et un centre :

- le premier bureau ou bureau de l'ordonnancement.
- le deuxième bureau ou bureau de la comptabilité.
- le centre mécanographique.

Le premier bureau ou bureau de l'ordonnancement est chargé :

- de l'établissement des traitements ou soldes des agents de l'administration centrale du ministère,
- de toutes opérations relatives aux dépenses de toute nature engagées par le ministère de la défense nationale.

Le deuxième bureau ou bureau de la comptabilité est chargé :

- de la tenue de la comptabilité administrative et de la comptabilité « matière » du ministère,
- de l'établissement de situations périodiques,
- de l'élaboration de directives relatives à la tenue de la comptabilité deniers et matières, dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de l'arrêté des comptes de fin d'exercices,
- du contrôle des régies qui fonctionnent éventuellement auprès du ministère de la défense nationale.

Le centre mécanographique est chargé :

- de l'exécution matérielle des directives données par le bureau de la comptabilité,
- de toutes les opérations d'élaboration, de classement et de conservation des documents comptables,
- de la tenue d'un fichier central de tous les agents payés sur le budget du ministère de la défense nationale.

C — La sous-direction des contrôles est chargée :

- de l'orientation à donner aux agents du contrôle lors de leurs interventions auprès des services de gestion extérieurs du ministère de la défense nationale, ainsi qu'auprès des coopératives relevant de la direction nationale des coopératives de l'A.N.P.,
- de la centralisation et de l'exploitation des résultats des vérifications et enquêtes effectuées auprès des différents services,
- de l'établissement de la synthèse des rapports, présentés par les agents du contrôle, en vue de l'information du ministre,
- du contrôle financier, économique et social, sur place et sur place, de tous les services de gestion relevant, directement ou indirectement, du ministère de la défense nationale.

Art. 2 — Le directeur de cabinet du ministre de la défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 18 février 1964.

Houari BOUMEDIENE.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 14 avril 1964 portant mutation d'un magistrat.

Par décret du 14 avril 1964, M. Dib Abderrezak, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Sidi-Bel-Abbès, est muté en la même qualité au tribunal de grande instance de Tlemcen.

Arrêté du 18 avril 1964 portant mouvement dans le personnel des greffiers de chambre (rectificatif).

Journal officiel n° 40 du 15 mai 1964.

Page 562, 1ère colonne, 7ème ligne,

Au lieu de :

M. Talamali Ali est nommé en qualité de greffier de chambre de 2ème classe 4ème échelon au tribunal de grande instance de Tizi-Ouzou.

Lire :

M. Talamali Ali est nommé en qualité de greffier de chambre stagiaire au tribunal de grande instance de Tizi-Ouzou.

Le reste sans changement.

Arrêté du 15 mai 1964 portant nomination d'un commis-greffier.

Par arrêté du 15 mai 1964 M. Merad Merad est nommé, à titre provisoire, en qualité de commis-greffier stagiaire au tribunal d'instance de Biskra.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Arrêtés des 23 et 25 mars 1964 portant nomination à l'emploi d'agent de bureau dactylographe.

Par arrêté du 23 mars 1964, M. Bessami Mohamed est nommé à l'emploi d'agent de bureau dactylographe 1^{er} échelon

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 25 mars 1964, M. Rabhi Nrizak est nommé à l'emploi d'agent de bureau dactylographe, 1^{er} échelon

Ledit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Arrêtés du 20 avril 1964 portant nomination ou radiation de secrétaires administratifs.

Par arrêté du 20 avril 1964, M. Bentaga Mostefa est nommé en qualité de secrétaire administratif stagiaire, sous réserve de la justification des conditions imposées par l'article 2 du décret n° 62-503 du 19 juillet 1962.

L'intéressé est mis à la disposition du préfet de Mostaganem.

Ledit arrêté prendra effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté du 20 avril 1963, M. Daoud Khaled est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Ledit arrêté prend effet à compter du 21 octobre 1963, date à laquelle l'intéressé est démissionnaire.

Par arrêté du 20 avril 1964 M. Hadjali Bepali est radié du cadre des secrétaires administratifs de préfecture.

Le dit arrêté prend effet à compter du 3 février 1963 date à laquelle l'intéressé a abandonné son poste.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Arrêté du 16 avril 1964 portant désignation d'une commission administrative provisoire de gestion de la caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Ain Temouchent.

Le ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu le décret n° 63-373 du 18 septembre 1963, portant nomination de membres du Gouvernement ;

Vu l'article 24 du décret du 29 octobre 1935, fixant les conditions d'application du décret-loi du 4 octobre 1935 ayant pour objet de créer un établissement central de crédit agricole et de réorganiser les institutions de crédit et de coopération agricole en Algérie ;

Considérant les conséquences découlant du départ des sociétés étrangères, départ motivé par l'application du décret n° 63-388 du 1^{er} octobre 1963 portant nationalisation des terres précédemment détenues par des étrangers ;

Considérant que certains membres de l'ancien conseil d'administration ne détenaient pas leurs pouvoirs d'un mandat électif de l'assemblée générale des sociétaires de la caisse régionale de crédit agricole mutuel mais uniquement d'un vote émis par quelques membres du conseil d'administration de cette caisse ;

Vu la décision du 8 février 1964 du sous-préfet d'Ain-Temouchent portant dissolution du conseil d'administration de la caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Ain-Temouchent et instituant une commission administrative ;

Sur proposition du ministre de l'agriculture ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Sont nommés membres à titre provisoire de la commission administrative de la caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Ain-Temouchent :

MM. Ben Aboura Kaddour, président

Benached Lakhdar, membre

Benascar Kouider, membre

Belouadi Lakhdar, membre

Rahila Ahmed, membre

Art. 2. — Un commissaire du Gouvernement, sans voix délibérative, est adjoint à la dite commission.

Art. 3. — Le préfet du département d'Oran et le directeur des services agricoles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 16 avril 1964.

Ahmed MAHSAS

Décision du 14 mai 1964 portant nomination de membres de la chambre d'agriculture de Mostaganem.

Le ministre de l'agriculture,

Sur proposition du préfet de Mostaganem,

Décide :

Article 1^{er}. — Sont nommés, à titre provisoire, membres de la chambre d'agriculture du département de Mostaganem :

I — Représentants des exploitants agricoles :

- MM. — Kaïzane Ahmed, Péliissier (arrdt. de Mostaganem)
 — Benyamina Abdelkader, Mascara
 — Fodil Ghelamallah, Ighil-Izane
 — Belhandouz M'hamed — Mazouna (arrdt. d'Oued-Rhiou)
 — Belhamiti Hadj Mostefa — Sidi Ali (ex-Cassaigne)
 — Yahiaoui Tahar — Tighennif.

II — Représentants des ouvriers désignés par l'U.G.T.A. :

- MM. — Bezaouche Mohamed — Mostaganem
 — Mossadek Lahcene — Mascara
 — Bekhedda Djilali — Ighil Izane.

III — Représentants des comités de gestion :

- MM. — Amara Mohamed, président de comité de gestion C.C.R.A. Mostaganem
 — Bahri Benyacoub, président de comité de gestion C.C.R.A. Sidi Ali
 — Larbi Abdelkader, président de comité de gestion C.C.R.A. Ighil-Izane
 — Allouache Tayeb, président de comité de gestion C.C.R.A. Oued-Rhiou.
 — Mesbah Abdelkader, président de comité de gestion C.C.R.A. Mascara
 — Kerroum Benaouda, président de comité de gestion C.C.R.A. Tighennif.

IV — Représentants des associations agricoles :

- MM. — Les directeurs des caisses régionales de crédit agricole mutuel de Mostaganem, Mascara et Ighil Izane ;
 — Pastoureau, délégué des coopératives viti-vinicoles du secteur socialiste ;
 — Mesli Aziz, délégué des coopératives oléicoles du département.

Art. 2. — Le préfet du département de Mostaganem est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 mai 1964.

P. le ministre de l'agriculture et par délégation,

Le directeur de cabinet,

Abderrazak CHENTOUF

MINISTERE DE L'ORIENTATION NATIONALE

Arrêté interministériel du 29 avril 1964 portant transfert d'emplois du ministère de l'orientation nationale au ministère de l'agriculture.

Le ministre de l'orientation nationale,

Le ministre de l'agriculture,

Le ministre de l'économie nationale,

Vu le décret n° 64-17 du 20 janvier 1964 portant abrogation des dispositions du décret n° 63-45 du 18 juin 1963 portant rattachement de l'Institut agricole d'El-Harrach à l'Université d'Alger et portant création d'un centre de perfectionnement à l'Institut agricole.

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Sont transférés à compter du 1^{er} mars 1964 du ministère de l'orientation nationale au ministère de l'agriculture, les emplois repris au tableau annexé au présent arrêté, afférents aux attributions transférées par le décret n° 64-17 du 20 janvier 1964.

Art. 2. — Le directeur du budget et du contrôle, le directeur des affaires générales au ministère de l'orientation nationale et le directeur des affaires générales au ministère de l'agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 29 avril 1964.

Pour le ministre de l'orientation nationale et par délégation,

Le directeur de cabinet,

Habib DJAFARI

Pour le ministre de l'économie nationale et par délégation,

Le directeur du budget et du contrôle,

Mohammed BOUDRIES

Pour le ministre de l'agriculture et par délégation,

Le directeur de cabinet,

Abderrazak CHENTOUF

Tableau des emplois transférés du ministère de l'orientation nationale au ministère de l'agriculture.

Supprimés au ministère de l'orien- tation nationale	EMPLOIS	Ajoutés au minis- tère de l'agri- culture
Chapitre 31-21	Institut agricole d'Algérie	Chapitre 31-31
»	1 directeur	»
»	1 sous-directeur	»
»	1 agent comptable	»
»	1 économe comptable	»
»	2 adjoints à l'agent comptable	»
»	1 bibliothécaire	»
»	2 sténodactylographes	»
»	4 commis	»
»	11 agents de bureau	»
»	2 directeurs d'études	»
»	7 professeurs	»
»	3 surveillants	»
»	10 maîtres de conférences	»
»	12 chefs de travaux	»
»	11 assistants	»
»	1 chargé de recherches	»
»	1 technicien de laboratoire	»
»	2 aides techniques principaux	»
»	5 aides techniques	»
»	2 chefs d'atelier	»
»	3 aides de laboratoire spécialisés	»
»	11 aides de laboratoire	»
»	2 ouvriers-chefs	»
»	21 agents de service	»
»	1 chauffeur	»

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Arrêté interministériel du 23 avril 1964 portant classement et échelonnement indiciaire des grades et emplois de certains personnels des services médicaux et para-médicaux des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ou des divers services dépendant de l'Etat ou des collectivités locales.

Le ministre des affaires sociales,

Le ministre de l'économie nationale,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu le décret n° 57-1090 du 3 octobre 1957 relatif aux hôpitaux et hospices algériens ;

Vu le décret n° 59-510 du 8 avril 1953 étendant à l'Algérie les dispositions du livre IX du code de la santé publique relatif au statut général du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels affiliés au régime de la caisse générale des retraites de l'Algérie ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté du 15 janvier 1957 ;

Vu le décret n° 62-152 du 2 février 1962 relatif au recrutement et à l'avancement de certains agents des services médicaux des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ;

Arrêtent :

Article 1^{er}. — Les échelles indiciaires applicables aux personnels des services médicaux ou para-médicaux des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics ou des divers services dépendant de l'Etat ou des collectivités locales sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté qui détermine également la durée moyenne des services que doit accomplir dans chaque échelon un agent de valeur moyenne pour avoir accès à l'échelon supérieur.

Art. 2. — Les agents titulaires ou stagiaires occupant un des emplois énumérés au tableau annexé au présent arrêté sont reclassés à l'échelon comportant un indice égal ou immédiatement supérieur à celui qu'ils détiennent à la date d'application du présent texte. Ils conservent l'ancienneté qu'ils détenaient dans leur classe.

Art. 3. — La date d'application du présent arrêté est fixée au 1^{er} mars 1964.

Art. 4. — Le directeur du budget au ministère de l'économie nationale et le sous-directeur du personnel au ministère des affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire

Fait à Alger, le 28 avril 1964.

Pour le ministre de
l'économie nationale,
et par délégation,

Le secrétaire général,

Daoud AKROUF

Pour le ministre des affaires
sociales et par délégation,

Le directeur de cabinet,

Arezki AZI

EMPLOIS	Echelon	Indices bruts	Durée moyenne d'ancienneté exigée dans chaque échelon	OBSERVATIONS
Assistante sociale chef	5ème	530		
	4ème	485	3 ans	
	3ème	450	2 ans	
	2ème	420	2 ans	
	1 ^{er}	390	2 ans	sont recrutées au choix parmi les assistantes sociales principales ayant dans ce grade au moins 5 ans de fonctions.
Assistante sociale principale	5ème	455		
	4ème	435	3 ans	
	3ème	415	2 ans	
	2ème	380	2 ans	
	1 ^{er}	340	2 ans	sont recrutées au choix parmi les assistantes sociales ayant au moins 5 ans de fonctions de ce grade.
Assistante sociale	7ème	415		
	6ème	395	3 ans	
	5ème	370	3 ans	
	4ème	345	2 ans	
	3ème	320	2 ans	
	2ème	295	2 ans	
	1 ^{er}	265	1 an	sont recrutées parmi les titulaires du diplôme d'assistantes sociales.

EMPLOIS	ECHELONS	Indices bruts	Durée moyenne d'ancienneté exigée dans chaque échelon
Surveillants chefs et surveillants chefs des services médicaux			
Etablissements comptant 1.000 lits et plus de 1.000 lits.	5 ^o échelon	500	
	4 ^o échelon	465	4 ans
	3 ^o échelon	430	3 ans
	2 ^o échelon	415	3 ans
	1 ^o échelon	380	2 ans

EMPLOIS	ECHELONS	Indices bruts	Durée moyenne d'ancienneté exigée dans chaque échelon
Etablissements comptant moins de 1.000 lits.	5° échelon	455	
	4° échelon	430	4 ans
	3° échelon	415	3 ans
	2° échelon	380	3 ans
	1° échelon	340	2 ans
Surveillants et surveillantes des services médicaux	5° échelon	430	
	4° échelon	415	4 ans
	3° échelon	380	3 ans
	2° échelon	340	3 ans
	1° échelon	315	2 ans
Infirmiers et infirmières spécialisés, laborantines, préparateurs en pharmacie, manipulateurs de radio, aides anesthésistes, mécaniciens-dentistes	8° échelon	415	
	7° échelon	380	3 ans
	6° échelon	340	3 ans
	5° échelon	315	3 ans
	4° échelon	290	3 ans
	3° échelon	270	2 ans
	2° échelon	250	1 an
	1° échelon	230	1 an
Infirmiers et infirmières	échelon exceptionnel (1)	405	
(1) Echelon accessible aux infirmiers et infirmières diplômés d'Etat exclusivement.	9° échelon	390	3 ans
	8° échelon	365	3 ans
	7° échelon	340	3 ans
	6° échelon	315	3 ans
	5° échelon	290	3 ans
	4° échelon	270	2 ans
	3° échelon	250	2 ans
	2° échelon	230	2 ans
	1° échelon	210	1 an
Sages-femmes chefs et sages femmes	7° échelon	430	
	6° échelon	415	4 ans
	5° échelon	400	4 ans
	4° échelon	370	2 ans
	3° échelon	335	2 ans
	2° échelon	300	2 ans
	1° échelon	265	2 ans
Puéricultrices diplômées d'Etat	8° échelon	415	
	7° échelon	380	3 ans
	6° échelon	340	3 ans
	5° échelon	315	3 ans
	4° échelon	290	3 ans
	3° échelon	270	2 ans
	2° échelon	250	1 an
	1° échelon	230	1 an
Masseurs, kinésithérapeutes	8° échelon	415	
	7° échelon	380	3 ans
	6° échelon	340	3 ans
	5° échelon	315	3 ans
	4° échelon	290	3 ans
	3° échelon	270	2 ans
	2° échelon	250	1 an
	1° échelon	230	1 an

Arrêtés du 20 avril 1964 portant création, suppression ou fixant la consistance territoriale de circonscriptions d'assistance médico-sociale.

Par arrêtés du 20 avril 1964 sont créées les circonscriptions d'assistance médico-sociale à temps plein suivantes :

Département de Batna.

Seggana (communes de Seggana, Aïn Touta partie) ;
M'Doukal (commune de M'Doukal) ;
Zeribet El Oued (commune de Zeribet El Oued)
Sidi Okba (communes de Sidi Okba, Chetma) ;
Tolga (communes de Tolga, Foughala, Bouchegroune) ;
Sidi Khaled (communes de Sidi-Khaled, Ouled Djellal partie)

El Kantara (Commune de El Kantara) ;

Ras El Aïoun (communes de Ras El Aïoun, Ouled Selam) ;

Seriana (communes de Seriana, Aïn Aïgout) ;

Bouhamama (communes de Bouhamama, El Hamma partie)

Département de Médéa.

Birine (commune de Birine).

Par arrêtés du 20 avril 1964 est fixée la consistance territoriale des circonscriptions d'assistance médico-sociale suivantes.

Département de Batna.

N'Gaous (commune de N'Gaous) ;
 Ouled Djellal (communes de Ouled Djellal partie, Doucen, Ouled Rahma) ;
 Mérouana (communes de Mérouana, Hidoussa, Oued El Ma, Ouled Fatma, Ain Djessar) ;
 Charchar (communes de Charchar, Ouled Rechache partie) ;
 Kaïs (communes de Kaïs, El Hamma partie) ;
 Khenchela rural (communes de Khenchela partie, Ouled Rechache partie, Rahmel M'Toussa) ;

Département de Médéa.

Mégane (communes de Mégane, Sidi Ladjel) ;
 Berrouaghia (commune de Berrouaghia) ;
 Brazza (communes de Brazza, Rebaïa) ;
 Borely La Sapie (commune de Borely La Sapie) ;
 El Omara (commune de El Omara) ;
 Aïn Oussera (commune de Aïn Oussera) ;
 Ksar Chellala (commune de Ksar Chellala).

Par arrêté du 20 avril 1964 les circonscriptions d'assistance médico-sociale à temps plein de Médéa ville et Médéa banlieue sont supprimées. La commune de Médéa est partagée en 4 circonscriptions d'assistance médico-sociale à temps plein ; Médéa ville, Médéa banlieue, Médéa Nord Ouest et Médéa Sud-Est.

Par arrêté du 20 avril 1964 la circonscription d'assistance médico-sociale conventionnée de Khenchela est remplacée par la circonscription d'assistance médico-sociale à temps plein de Khenchela ville (commune de Khenchela partie).

Par arrêté du 20 avril 1964 la circonscription d'assistance médico-sociale à temps plein de Ben Chicao est supprimée et la consistance de la circonscription d'assistance médico-sociale à temps plein de Ouzera est ainsi fixée, (communes de Ouzera, de Si Mahdjoub).

Par arrêté du 20 avril 1964, la circonscription d'assistance médico-sociale à temps plein de Sidi-Bel-Abbès est supprimée, le territoire de la ville de Sidi-Bel-Abbès est partagé en 5 circonscriptions d'assistance médico-sociale à temps plein.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS

Arrêtés des 5 décembre 1963, 7 janvier, 16, 25, 28, 30 mars et 8 avril 1964 relatifs à la situation d'adjoints ou de secrétaires techniques des ponts et chaussées.

Par arrêté n° 8366 TP/PS2 du 5 décembre 1963 M. Hamla Malek titulaire du B.E.I. est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 1^{er} échelon (indice brut 210).

Par arrêté n° 2547 TP/PS2 du 16 mars 1964 M. Bouazzouni Maklouf titulaire du C.A.P. dessinateur de bâtiment est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 1^{er} échelon (indice brut 210.).

Par arrêté n° 2514 TP/PS2 du 16 mars 1964, M. Bitam Medjeber, conducteur de chantiers de 3^{ème} échelon (échelle ME1) comptant 5 années de services effectifs dans le grade, est

nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées de 4^{ème} échelon (indice brut 270).

Par arrêté n° 2846 TP/PS2 du 16 mars 1964, les élèves adjoints techniques dont les noms suivent, déclarés admis à l'issue du stage qu'ils ont suivi, organisé par le ministère de la reconstruction, des travaux publics et des transports, sont nommés en qualité d'adjoints techniques des ponts et chaussées stagiaires de 1^{er} échelon (indice brut 210) :

MM. Bouhadiba Abderrahmane
 Chaffai Mahmoud
 Cheurfi Salah
 Djoulah Lahbib
 Matougui Mohand El-Hocine
 Massai Abdelhamid
 Ghoul Ali
 Benslimane Youcef

Par arrêté n° 3164 TP/PS2 du 25 mars 1964, M. Khebbab Allaoua conducteur de chantiers de 3^{ème} échelon, échelle ME1 (indice brut 260) comptant 5 années de services effectifs dans le grade est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 4^{ème} échelon (indice brut 270).

Par arrêté n° 3172 TP/PS2 du 25 mars 1964, Mahdi Mahmoud, titulaire d'un certificat de 1^{ère} collégiale technique, est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 1^{er} échelon (indice brut 210).

Par arrêté n° 3166 TP/PS2 du 25 mars 1964, M. Benzaid Mostefa titulaire du baccalauréat complet, est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 1^{er} échelon (indice brut 210).

Par arrêté n° 3310 TP/PS2 du 28 mars 1964, M. Sebt Hamid conducteur de chantiers de 3^{ème} échelon, échelle ME1 (indice brut 260) comptant 5 années de services effectifs dans le grade est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 4^{ème} échelon (indice brut 270).

Par arrêté n° 3402 TP/PS2 du 30 mars 1964, M. Chouiti Abdelkader, conducteur de chantiers de 2^{ème} échelon, échelle ME1 (indice brut 245) comptant 5 années de services effectifs dans le grade, est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 3^{ème} échelon (indice brut 250).

Les dits arrêtés prennent effet à compter de la date d'installation de chaque intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté n° 3165 TP/PS2 du 25 mars 1964, l'article 2 de l'arrêté n° 8858 TP/PS2 du 18 décembre 1963 est modifié comme suit à titre de régularisation :

M. Dahmani Boualem, conducteur de chantiers de 7^{ème} échelon, échelle ME1 (indice brut 315) comptant plus de 5 années de services effectifs dans le grade, est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 7^{ème} échelon (indice brut 330).

Le dit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté n° 109 TP/PS2 du 7 janvier 1964, M. Djaroud Bouziane est radié du cadre des adjoints techniques des ponts et chaussées, à compter du 16 octobre 1963, date à laquelle il a abandonné son poste.

Par arrêté n° 3.705 TP/PS2 du 8 avril 1964 les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté n° 8.372 TP/PS2 du 5 décembre 1963, sont modifiés comme suit :

M. Zenini Djehara, conducteur de chantiers de 1^{er} échel.n. échelle MEI (indice brut 223 est nommé en qualité d'adjoint technique des ponts et chaussées stagiaire de 2^{ème} échelon (indice brut 230).

Le dit arrêté prend effet à compter de la date d'installation de l'intéressé dans ses fonctions.

Par arrêté n° 3.707 TP/PS2 du 8 avril 1964, M. Metabes Rabah, secrétaire technique des travaux publics de l'Etat est radié du cadre des secrétaires techniques des travaux publics de l'Etat à compter du 16 novembre 1963.

Arrêté du 13 mai 1964 fixant les zones d'interdiction de l'usage des filets trainants de la première série.

Le ministre de la reconstruction, des travaux publics et des transports,

Vu la loi n° 62-157 du 31 décembre 1962 tendant à la reconduction de la législation en vigueur au 31 décembre 1962, sauf dans ses dispositions contraires à la souveraineté nationale ;

Vu le décret du 12 août 1936 modifié, réglementant la pêche maritime côtière en Algérie et notamment ses articles 11 et 14 relatifs à l'emploi des filets trainants ;

Vu l'arrêté gubernatorial du 13 avril 1950, modifié le 20 décembre 1954 et le 19 juillet 1958, fixant les zones d'interdiction en tout temps de l'usage des filets trainants de la première série,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'usage des filets trainants de la première série dits « chaluts » est interdit, en tout temps, dans les zones fixées ci-après :

1°/ par fonds inférieurs à 50 mètres,

2°/ quelle que soit la profondeur, en dedans des alignements suivants :

Circonscription maritime d'Oran :

Cap Milonia - Cap Tarsa (pointe Est) ;
Cap Tarsa (pointe Est) - Cap Noë ;
Cap Noë - Ile Noire - Phare Rachgoun ;
Phare Rachgoun - Cap Gros ;
Cap Gros - Cap Figalo ;
Cap Figalo - Ile Ronde ;
Ile Ronde - Les Moules ;
Les Moules - Cap Lindeless ;
Cap Lindeless - Pointe Corales ;
Cap Falcon - Cap Gros ;
Cap Gros - Pointe Canastel ;
Cap Canastel - Cap de l'Aiguille ;
Ilôt de l'Aiguille - Cap Ferrat ;
Phare d'Arzew - Télégraphe de la Macta ;
Clocher de Bethioua - Colonne Mazagran ;
Pointe de Port aux Poules - Pointe Karouba ;

Circonscription maritime d'Alger :

Baie de Ténès : Cap Kalah - Cap Ténès ;
Pointe de Kef Arend - Cap Semada ;
Ocherchell : Pointe Taska et phare de Cherchell ;
Baie de Bou Ismail : Pointe Ras el Amouch - Embouchure de l'oued Koucha ; Phare de Tipaza - Clocher de Mahelma ;

Baie d'Alger : Phare de l'Amirauté - Sémaphore Matifou ;
Aïn Taya : Phare Matifou - Pointe El Achaïchi ;
Dellys : Pointe de Dellys - Cap Tedles ;
Port Gueydon : Cap Corbelin - Cap Sigli ;

Circonscription maritime d'Annaba :

Baie de Collo : Feu de la pointe Djerda - Las Frao ;
Baie de Skikda : Phare Srigina - Rocher pointu ;
Baie de Sidi Bou Merouane : Sommet El Arzeul - Phare du cap de Fer ;
Feu de Chetaibi - cap Axin ;
Cap Axin - Pointe du Pain de Sucre ;
Pointe du Pain de Sucre - Phare du cap de Garde ;
Cap Rose - Cap Roux.

Art. 2. — Toutefois, par dérogation aux dispositions de l'article précédent, l'usage de ces filets est autorisé :

1°/ par fonds supérieurs à 40 mètres, entre Ait Sidi Akbou et le cap Bougaroun ;

2°/ quelle que soit la profondeur, en dehors des alignements suivants :

Golfe d'Annaba :

- a) Phare du cap de Garde - Embouchure Cued Mafrag ;
- b) Cathédrale d'Hippone - Phare du cap Rose.

Art. 3. — A l'intérieur d'une limite de 3 milles mesurée à partir de la côte, l'usage des filets trainants de la première série est interdit, de jour, entre le 1^{er} juin et le 1^{er} octobre de chaque année et, de nuit, entre le 1^{er} juin et le 1^{er} septembre de chaque année.

Art. 4. — Les chaluts devront être calés ou remorqués à 300 mètres au moins de distance des autres filets.

Art. 5. — L'arrêté gubernatorial du 13 avril 1950 modifié, fixant les zones d'interdiction en tout temps de l'usage des filets trainants de la première série, est abrogé.

Art. 6. — Le sous-directeur de la marine marchande et des pêches maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 mai 1964.

Ahmed BOUMENDJEL

Décision du 24 février 1964 portant nomination d'un assistant technique du contrôle routier.

Par décision du 24 février 1964, M. Fendri Abdelkader, adjoint au chef du secrétariat du comité technique des transports à Constantine a qualité à dater de ce jour pour dresser procès-verbal en matière d'infraction aux dispositions législatives et réglementaires concernant la coordination et l'harmonisation des transports.

Il relèvera directement, sous la haute autorité du préfet de Constantine, de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur régional des transports à Constantine.

Il n'exercera sa mission répressive qu'après prestation de serment devant le tribunal de grande instance de Constantine.

Il pourra exercer cette mission sur tout le territoire de l'Algérie.

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 27 mars 1964 abrogeant l'arrêté du 6 août 1963 portant délégation dans les fonctions d'assistant social à la direction centrale des affaires générales.

Par arrêté du 27 mars 1964, l'arrêté du 6 août 1963 portant délégation de M. Ayachi Brahim aux fonctions d'assistant social à la direction centrale des affaires générales - service médico-social, est abrogé.

L'intéressé cesse d'être pris en charge à compter du 27 janvier 1964, date à laquelle il a cessé ses fonctions.

Arrêté du 6 mai 1964 portant abrogation de l'arrêté du 2 avril 1963 portant délégation dans les fonctions de chef de centre.

Par arrêté du 6 mai 1964 l'arrêté du 2 avril 1963 portant délégation de M. Frehi aux fonctions de chef de centre à Alger-télégraphe est abrogé.

M. Frehi Abderrahmane cesse d'être pris en charge à compter du 31 mars 1964, date à laquelle il a abandonné ses fonctions.

AVIS ET COMMUNICATIONS

MARCHES. — AVIS D'APPELS D'OFFRES

Un appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération :

Ameublement des locaux du ministère du tourisme

L'opération fait objet de l'ameublement de 80 locaux environ et salles annexes — meubles en bois — teck — palissandre — recouvrement formica.

Les maisons d'ameublement et entreprises pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en les retirant chez :

Mme Georgette Cottin-Euziol, architecte D.P.L.G., immeuble « La Raquette » groupe A, rue des Platanes Le Golf — Alger — Tél. : 66-74-68 le mercredi 29 avril 1964 jusqu'à 18 heures.

Le délai pendant lequel les candidats seront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

Un appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération :

Transformation et aménagement de l'hôtel des Sables d'Or à Zeralda - Plage.

L'opération fait l'objet des lots suivants :

Lot n° 2 — Ameublement

Lot n° 3 — Verrerie - porcelaine

Lot n° 4 — Argenterie - p'aterie - ustensiles de cuisine

Lot n° 5 — Installation de cuisines

Lot n° 6 — Lingerie - literie - service de table - rideaux - tentures.

Les entreprises pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en les retirant chez :

Mme Georgette Cottin-Euziol, architecte D.P.L.G., immeuble « La Raquette » groupe A, rue des Platanes Le Golf — Alger, Tél. : 66-74-68 le samedi 2 mai jusqu'à 18 heures.

Le délai pendant lequel les candidats seront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

Un appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération :

Transformation et aménagement du grand hôtel des Thermes d'Hammam Rgha

L'opération fait l'objet d'un lot unique comprenant les corps d'état suivant :

Maçonnerie, B.A., démolition, ferronnerie, plomberie, sanitaire, chauffage central, menuiserie, électricité, peinture, vitrerie.

Les entrepreneurs pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en les retirant chez :

Mme Georgette Cottin-Euziol, architecte D.P.L.G., immeuble « La Raquette » groupe A, rue des Platanes Le Golf — Alger, Tél. : 66-74-68 le mercredi 6 mai jusqu'à 18 heures.

Le délai pendant lequel les candidats seront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

Affaire B. 4 P.

Un appel d'offres ouvert est lancé pour l'opération :
Centre de formation professionnelle des adultes de Médéa

TRAVAUX DE V.R.D

Bascs de l'appel d'offres :

L'opération fait l'objet d'un lot unique comprenant les travaux ci-après :

- 1° — Fondations spéciales
- 2° — Assainissement
- 3° — Branchement eau
- 4° — Chaussées
- 5° — Clôtures

Dont le lot approximatif est évalué à 325.000 d'nars.

Présentation des offres :

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux de l'ingénieur en chef et des architectes désignés ci-dessous :

Les entrepreneurs pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en en faisant la demande à :

MM. Guy Klein et Sevestre — architectes — 31, boulevard Mohamed V — Alger. —

La date limite de réception des offres est fixée au vendredi 22 mai 1964 à 16 heures. Elles devront être adressées à :

l'ingénieur en chef de la conscription des travaux publics et de l'hydraulique de Médéa, 14, boulevard Colonel Amirouche — Alger, —

Les offres devront être adressées par poste sous pli recommandé.

Le délai pendant lequel les candidats seront engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

**Société nationale des chemins de fer algériens. Service de la voie
Arrondissement de Constantine**

Un avis d'appel d'offres est ouvert pour les travaux ci-après :

Ligne d'El-Guerrah à Biskra.

1°/ Renforcement des tabliers de ponts métalliques (9^{me} étape)

— montant approximatif des travaux : 380.000 DA.

2°/ Les pièces du dossier pourront être consultées dans les bureaux du service de la voie de la S.N.C.F.A. (Ponts métalliques 9^{me} étape) 21-23 Boulevard Mohamed-V à Alger.

3°/ L'appel d'offres est basé sur un bordereau des prix et un détail estimatif préparés par l'administration quant aux quantités et complétés par les soumissionnaires quant aux prix unitaires. Les documents nécessaires pour soumissionner seront remis aux entrepreneurs qui en feront la demande au chef du service de la voie de la S.N.C.F.A. 21, Boulevard Mohamed-V à Alger.

4°/ Les offres présentées dans les conditions fixées par l'article 26 du décret n° 56-256 du 13 mars 1956 seront adressées sous double enveloppe cachetée : l'enveloppe intérieure cachetée ne contiendra que le projet de marché et devra porter l'indication « appel d'offres du 30 mai 1964 » — l'enveloppe extérieure également cachetée renfermera celle précitée et les justifications visées ci-après sans lesquelles les offres de prix ne seraient pas examinées. Elle devra reproduire la désignation ainsi que le nom et l'adresse du candidat. Le pli contenant les offres sera envoyé par la poste et recommandé à l'adresse de l'ingénieur principal, chef du service de la voie de la société nationale des chemins de fer algériens 21-23 Boulevard Mohamed-V à Alger et devra lui parvenir avant le 30 mai 1964 à 10 heures, terme de rigueur, ou être remis contre reçu à cette adresse dans le même délai

5°/ Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leurs offres de prix est fixé à 90 jours à compter du 30 mai 1964.

6°/ Justifications à fournir par les candidats :

- liste de références professionnelles appuyées d'attestations ou de certificats des hommes de l'art ayant dirigé les travaux les plus importants ;
- attestation des caisses d'allocations familiales et de congés payés certifiant que le soumissionnaire est à jour de ses cotisations à la date de la signature de la soumission.

**MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION, DES TRAVAUX
PUBLICS ET DES TRANSPORTS**

Bordj-Ménaïel

Installation téléphonique de la nouvelle sous-préfecture

Un appel d'offres ouvert avec concours est lancé pour l'installation d'un réseau téléphonique à la nouvelle sous-préfecture de Bordj-Ménaïel.

Les dossiers-programmes pourront être consultés et retirés, contre paiement des frais, au cabinet Charmentier-Baschiera, Architectes, 4, rue Mac Mahon - Alger -

Les offres, nécessairement accompagnées de l'attestation des caisses sociales, de la déclaration prévue par le décret du 10 juillet 1961 et des références de l'entreprise devront parvenir pour le 13 juin 1964 à 17 heures à : l'ingénieur en chef de la circonscription de la reconstruction des travaux publics et des transports - Cité Administrative - Tizi-Ouzou.

Affaire n° J 202 Z
Ville de : Sidi-Bel-Abbès

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE
Remise en état

Base de l'appel d'offres :

Cette opération fait l'objet d'un lot unique comprenant les corps d'état ci-après :

Gros œuvre - Menuiserie - Ferronnerie - Plomberie - Chauffage central - Electricité - Peinture -

Demande d'admission et présentation des offres :

Les entrepreneurs pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction les dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres en en faisant la demande à : M. Pierre A. Le Breton - Architecte D.P.L.G. 10, Bd. de la Soummam - Oran - Tél : 362.48.

La date limite de réception des offres est fixée au 20 juin 1964.

Elles devront être adressées à : l'ingénieur en chef, circonscription des travaux publics et de l'hydraulique, nouvelle route du port, Oran.

Les offres pourront être adressées par la poste sous pli recommandé ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité contre récépissé.

Les offres seront présentées sous double enveloppe. La première enveloppe contiendra :

- La demande d'admission accompagnée d'une déclaration indiquant l'intention du candidat de soumissionner et faisant connaître ses noms, prénoms, qualité et domicile,
- Une note indiquant ses moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés.

A cette note sera joint le certificat de qualification et de classification ;

- deux certificats délivrés par des hommes de l'art,
- Les attestations de mise à jour vis-à-vis des caisses de sécurité sociale.

La deuxième enveloppe placée à l'intérieur de la précédente contiendra le dossier de la soumission.

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux de l'architecte sus-nommé et de la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran.

Le délai pendant lequel les candidats sont engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

MISE EN VALEUR DE LA PLAINE D'ABADIA

1°/ Objet de l'appel d'offres :

Un appel d'offres ouvert est lancé pour les études pédologiques et l'étude du programme de mise en valeur de la plaine d'Abadia (région de Béchar-Saoura).

Montant approximatif des études : 350.000 DA.

2°/ Lieux de consultation du dossier :

Ministère de l'agriculture, service du génie rural et de l'hydraulique agricole, 12, Boulevard colonel Amrouche, Alger.

Service du génie rural et de l'hydraulique agricole, circonscription des Oasis et de la Saoura, 7, rue Lafayette, Alger.

Les candidats désirant soumissionner pourront recevoir le dossier après en avoir fait la demande à l'ingénieur en chef du génie rural, circonscription des Oasis et de la Saoura, 7, rue Lafayette, Alger.

3°/ Présentation des offres :

Les offres seront placées sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure portera uniquement l'indication de l'appel d'offres et contiendra les pièces énumérées ci-dessous au paragraphe 6.

L'enveloppe intérieure, sur laquelle sera inscrit le nom du la raison sociale du candidat, contiendra la soumission et l'offre.

4°/ Lieu et date limite de réception des offres :

Les plis seront expédiés par poste en recommandé ou déposés aux bureaux de l'ingénieur en chef du génie rural, circonscription des Oasis et de la Saoura, 7, rue Lafayette, Alger.

Les plis devront parvenir au plus tard le 30 juin à 10 heures.

5°/ Délai d'engagement des candidats :

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant trois mois suivant la date limite de remise des plis.

6°/ Justifications à reproduire :

Les candidats seront tenus de produire les pièces suivantes :

- Déclaration annexe suivant le modèle communiqué (B ou C);
- Attestation de la caisse sociale à laquelle est affilié le candidat ;
- Références et certificats de nature à prouver la compétence du candidat.

MISE EN DEMEURE D'ENTREPRENEURS

M. Lucien Rossi, président du conseil d'administration de la société anonyme L. et P. Rossi, entreprise de travaux publics à Constantine, titulaire du marché (1^{er} lot : terrassement, maçonnerie, B.A.) intéressant la construction du C.F.P.A. de Constantine, approuvé le 16 avril 1962 par l'ingénieur en chef de la circonscription de Constantine, est mis en demeure d'avoir à entreprendre les dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Khalifa Moïse, entrepreneur de menuiserie, 26, avenue Forcioli à Constantine, titulaire du marché : 2^e lot : menuiserie, intéressant la construction du C.F.P.A. de Constantine, approuvé le 16 avril 1962 par l'ingénieur en chef de la circonscription de Constantine, est mis en demeure d'avoir à reprendre les dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Maurice Toubiana, gérant des établissements Toubiana et fils à Constantine, titulaire du marché 3^e lot : ferronnerie, intéressant la construction du C.F.P.A. de Constantine, approuvé le 16 avril 1962 par l'ingénieur en chef de la Circonscription de Constantine, est mis en demeure d'avoir à reprendre les dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Jack Hugues, fondé de pouvoirs de l'entreprise générale d'électricité, cité de la Pinède à Sétif, titulaire du marché

5^e lot : électricité, intéressant la construction du C.F.P.A. de Constantine, approuvé le 16 avril 1962 par l'ingénieur en chef de la circonscription de Constantine, est mis en demeure d'avoir à entreprendre les dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

M. Gorsse Louis, architecte, domicilié à Tiaret, 5 rue Eakhattou Ali, titulaire du marché n° 2/62 approuvé le 2 janvier 1962, relatif à l'exécution des travaux désignés ci-après : Affaire n° U.122 L. Frenda — Construction de 16 logements de police (mission b et c), est mise en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des dits travaux dans un délai de vingt jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*.

Faute par l'entrepreneur de satisfaire à cette demande dans le délai prescrit, il sera fait application des dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962.

EMPRUNT ALGERIEN 3 1/2 % 1952**A capital garanti**

(Arrêté du 17 novembre 1952)

Liste récapitulative des obligations amorties au tirage annuel du 9 mars 1964 et des obligations sorties au tirage antérieur et non encore remboursées.

OBLIGATIONS DE 1.000 NOUVEAUX FRANCS

Numéros des obligations	Années d'amortissement	Numéros des obligations	Années d'amortissement
13.401 à 13.790	57	45.301 à 46.151	64
16.420 à 17.424	60	46.577 à 47.148	58
26.287 à 26.980	63	48.921 à 49.343	55
38.217 à 39.087	59	61.226 à 62.495	62

OBLIGATIONS DE 500 NOUVEAUX FRANCS

Numéros des obligations	Années d'amortissement	Numéros des obligations	Années d'amortissement
117.001 à 117.250	60	135.286 à 135.642	63
118.896 à 119.406	62	146.786 à 147.000	61
129.692 à 129.862	56	157.501 à 157.776	64

OBLIGATIONS DE 100 NOUVEAUX FRANCS

Numéros des obligations	Années d'amortissement	Numéros des obligations	Années d'amortissement
200.028 à 200.669	55	263.507 à 265.489	60
200.670 à 201.594	61	265.490 à 285.852	62
219.106 à 220.063	54	283.318 à 284.659	59
226.641 à 227.681	57	285.583 à 285.995	53
234.747 à 237.441	58	300.483 à 300.777	63
257.079 à 258.742	64	327.000 à 338.000	63
32.408 à 263.506	62	385.001 à 388.500	55

N.B. — Il est rappelé que les titres amortis en 1959 sont remboursables sur la base de :

1.001,20 DA pour les coupures de 1.000 DA ; 500,60 DA pour les coupures de 500 DA ; et 100,12 DA pour les coupures de 100 DA et les titres amortis en 1961 sont remboursables sur la base de : 1.062,60 DA pour les coupures de 1.000 DA ; 531,30 DA pour les coupures de 500 DA et 106,25 DA pour les coupures de 100 DA.

TITRES FRAPPES D'OPPOSITION

OBLIGATIONS DE 100 DINARS

253.824 à 253.829

La présente liste porte à 55.190 le nombre d'obligations réduites à l'unité de 100 DA amorties par tirage au sort depuis l'origine des tirages et, compte tenu des obligations admises en paiement des droits de mutation à titre onéreux et gratuit perçus au profit de l'Algérie du 1^{er} janvier 1963 au 15 mai 1963 inclus (330.016), réduit à 361.455 le nombre de titres restant à rembourser jusqu'à l'amortissement définitif de l'emprunt.

Le remboursement des obligations et le paiement des coupons auront lieu à partir du 1^{er} juin 1964 aux caisses des établissements ci-après :

- Banque centrale d'Algérie ;
- Comptoir national d'escompte ;
- Banque de Paris et des Pays-Bas ;
- Banque industrielle de l'Algérie et de la Méditerranée ;
- Banque nationale pour le commerce et l'industrie ;
- Société nouvelle compagnie algérienne de crédit et de banque ;
- Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie ;
- Crédit lyonnais ;
- Société générale de crédit industriel et commercial ;
- Société générale ;
- Société marseillaise ;
- Crédit algérien ;
- Barclays Bank ;
- Caisse centrale algérienne du crédit populaire ;
- Caisse algérienne de crédit agricole mutuel ;
- Trésorerie générale de l'Algérie ;
- Recettes principales des finances ;
- Recettes des contributions diverses.

SNCF — Avis d'homologation de proposition.

Par décision ministérielle en date du 20 avril 1964, a été homologuée la proposition présentée par la S.N.C.F.A. et parue au Journal officiel du 10 mars 1964, tendant à la mise en vigueur d'une nouvelle tarification applicable aux transports par wagon complet à petite vitesse de cailloux, graviers, sables et autres matériaux d'empierrement.

Par décision ministérielle en date du 20 avril 1964, a été homologuée la proposition émanant de la S.N.C.F.A. et parue au Journal officiel du 10 mars 1964, concernant une nouvelle tarification applicable aux transports à petite vitesse, par wagon complet, de la verrerie commune.

La société nationale des chemins de fer algériens a soumis à l'homologation de l'administration supérieure une proposition tendant à porter à 75 Km le parcours maximum autorisé pour les porteurs de cartes d'abonnement de travail bénéficiant du tarif spécial n° 3 B.s.

ANNONCES

ASSOCIATIONS
Déclarations

20 mars 1964. — Déclaration à la préfecture de Ouargla. Titre : « Syndicat d'initiative du Hoggar ». Siège social : Tamanrasset.

25 avril 1964. — Déclaration à la préfecture d'Oran. Titre : « Association éducative et culturelle ». Siège social : 4, rue Jules Simon — Oran.

17 avril 1964. — Déclaration faite à la préfecture d'El-Asnam. Titre : « Maison de l'enseignement et de la coopération ». But : Promouvoir l'esprit de coopération et resserrer les liens d'une part entre les agents français en service en Algérie et d'autre part entre ces mêmes agents et leurs collègues algériens. Siège social : 20, rue des Martyrs — El-Asnam.